

Des arbitrages préoccupants

Bruno Van der Linden, 3 novembre 2025,
version révisée à la marge

Introduction

- Surabondance de défis et explosion de l'incertitude
- Changement de narratif :
De la « croissance verte » à « une transition écologique compétitive »
- En plus : Réarmer l'Europe, assurer la protection sociale, sauver la démocratie, ...
- Aspirations simultanées compréhensibles mais ces objectifs sont-ils tous compatibles ?
- Tous ces « et... et... » ne cachent-ils pas une hiérarchie et des **arbitrages** aux conséquences préoccupantes ?



1. Quelles sont les **menaces existentielles** pour l'Union européenne ?
2. Les conclusions du dernier conseil européen (23.10.2025) parlent de menace existentielle dans 2 cas ... mais, entre les lignes, il y en a *de facto* un troisième :
 - a) « la menace russe »
 - b) « le changement climatique »
 - c) La place donnée aux préoccupations de compétitivité, de leadership, de désindustrialisation = implicitement une 3^{ème} « menace existentielle »
3. Regardons ces menaces et les choix associés ...

1^{ère} menace existentielle : « La menace russe »

Réflexions d'un simple citoyen

1. Selon le Stockholm International Peace Research Institute, en 2024, et en PPA, les dépenses militaires de l'UE + le Royaume-Uni sont voisines de celles de la Russie. Prudence de rigueur car PPA ne reflète pas bien le prix des dépenses militaires.
2. Si cohérence insuffisante, dépenser mieux mais pas nécessairement plus.
3. Décisions d'expansion des dépenses prises à la hâte : effets d'éviction préoccupants.
NB : +1% de PIB de dépenses = environ 6 milliards = le budget de prestations sociales de l'ONEM en 2024.
4. Réarmement européen → escalade stérile.
5. Le dialogue éviterait cette escalade stérile.
Incertitude : plausibilité d'un dialogue crédible qui rassure les deux parties ?

2^{ème} menace existentielle : le « changement climatique »

« changement climatique » = « réchauffement » ?

→ décarbonation

→ « une transition écologique compétitive » ? ... comme si la décarbonation pensée dans les années 2010 ignorait la compétitivité économique

Plan de la suite :

2.1 L'ancien narratif européen : « Green growth » & « European Green Deal »

2.2. Le nouveau narratif européen : « une transition écologique compétitive »

A chaque fois :

- Fondements du narratif
- Compréhension critique

2.1 L'ancien narratif européen : « croissance verte » & « Pacte vert pour l'Europe »

Le narratif en condensé :

Verdir l'économie & croissance économique sont l'avenir.

L'Union européenne en leader mondial de la décarbonation.

Fondements ?

Un livre de synthèse des connaissances scientifiques sur les liens entre

Crises environnementales et politiques de lutte contre ces crises

&

Les indicateurs du marché du travail.

Motivation :

Réponses mondiales aux crises environnementales notoirement insuffisantes (notamment) par peur de nuire trop aux générations actuelles. Cette peur est-elle fondée ?

Que dit à ce propos la littérature scientifique en économie des années 2000 & 2010 ?

- a) Importants effets de la dégradation climatique déjà observée sur les travailleurs et les apprenants.
- b) Impacts des politiques de lutte contre le réchauffement
 1. Effets directs mais aussi effets induits (substitutions, innovations,...).
 2. Effets négatifs sur l'emploi et/ou sur les rémunérations se concentrent dans des secteurs intensifs en énergie fossile / émissions de GES.
 3. L'enjeu ne serait pas l'emploi macro mais la réallocation des travailleurs.

Critiques / erreurs de la littérature scientifique en économie des années 2000 & 2010 :

1. L'encastrement de l'économie dans la nature.
2. Incertitude radicale vs probabiliste.
3. Technologie putty-clay : stranded assets (actifs échoués).
4. Freins à la réallocation des travailleurs sous-estimés.

 Note : 3 & 4 reviendront par la suite.

2.2 Le nouveau narratif : « une transition écologique compétitive »

« Transition écologique » = *polysémique*

Conclusions du dernier conseil européen :

1. Répètent l'attachement de l'Union à l'objectif d'une *hausse de température* de 1,5°C.
Qui y croit encore ? En tout cas plus Antonio Guterres.
2. Phrase marquante :
« Le renforcement de la compétitivité et de la résilience de l'Union et la promotion de la transition écologique sont des objectifs qui se renforcent mutuellement et qui doivent être poursuivis ensemble. »

Complémentarités stratégiques affirmées.

Un autre narratif « et... et... ».

Pas d'arbitrages ?

Fondements de ce nouveau narratif (et, pour une part, du green backlash) :

a) Le rapport Draghi

“Most importantly, the “European Green Deal” was premised on the creation of new green jobs, so its political sustainability could be endangered if decarbonisation leads instead to de-industrialisation in Europe – including of industries that can support the green transition” (Draghi, 2024, p. 37).

Hypothèse sous-jacente.

Fondée ? Les secteurs négativement impactés par la taxation du carbone sont intensifs en énergie fossile.

Gravité ? *Tournant post-covid consiste à considérer que ces secteurs intensifs en émission sont « stratégiques ».*

Fondements (suite) :

- b) L'administration Trump II et l'affaiblissement généralisé du multilatéralisme.
- c) Sous-estimation du phénomène « stranded assets » et des freins rencontrés à la réallocation des travailleurs
→ des sous-populations laissées pour compte
= préoccupation pour nos dirigeants & lit du populisme (autre menace existentielle)
- d) Suppression progressive des allocations gratuites de quotas d'émission de GES.
Doute (fondés ???) vis-à-vis du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (Carbon Border Adjustment Mechanism).
- e) Rapidité de l'innovation hors Europe surprend.

Louvain Institute of Data Analysis and Modeling in economics and statistics (LIDAM)

Institute of Economic and Social Research (IRES)

Crédibilité de la complémentarité entre le renforcement de la compétitivité et la « transition écologique » ?

De quel renforcement de la compétitivité parle-t-on ?

- Les patrons d'industries intensives en énergie réclament une diminution des prix des énergies face aux tarifs US, au dumping chinois, au manque d'exigence de décarbonation hors UE. Enjeu : prix de l'électricité mais aussi du gaz.
- Certains remettent explicitement en question la taxation du carbone (Jim Ratcliffe, INEOS)

Là, la complémentarité est difficile à croire... Mais l'Union européenne les suivra-t-elle ?



Mesures prises/annoncées par l'Union européenne :

- Mesures « omnibus » de la commission européenne : simplifications sans affecter les objectifs de neutralité carbone à l'horizon 2050 ou atteinte à ces objectifs ?
- Extrait des conclusions du conseil européen du 23.10.2025 : §47 « Le Conseil européen prend note de l'intention de la Commission de proposer des mesures visant à faciliter l'entrée en vigueur du SEQE 2 et invite la Commission à présenter une révision du cadre de mise en œuvre du SEQE 2, y compris de tous ses aspects pertinents. »
Pression de nombreux Etats membres de l'UE afin de freiner/limiter la mise en oeuvre du SEQE 2.

Conclusions

- Montée des « menaces existentielles » pour l'UE :
Tantôt ancienne (climat), tantôt récente (« menace russe + de désengagement US »).
- Humilité s'impose.
- Caractère précipité de certaines décisions (réarmement) interpelle vu le risque énorme d'éviction d'autres investissements.
- Certaines insuffisances des outils économiques des années 2000 et 2010 ont *une* part de responsabilité dans le nouveau narratif en vogue.
- Discours européen « et... et... » ou oser reconnaître que des arbitrages sont réalisés face aux « menaces existentielles » engendrant d'immenses effets notamment redistributifs.